

Les débats de l'Obs – Les nouveaux déclassés (26 février 2009)

En France, les jeunes générations vivent moins bien que celle de leurs parents. La crise sociale les frappe de plein fouet. Analyse d'un sociologue par Camille Peugny

Le Nouvel Observateur. - *Aujourd'hui, une génération entière, même bardée de diplômes, est menacée de «déclassement» social et pense qu'elle vivra moins bien que la génération de ses parents. Quel peut être l'avenir de cette génération «stagiaire» alors que la crise va accentuer la précarité et le chômage ?*

Camille Peugny. - D'un point de vue économique, cette génération vit objectivement moins bien que celle de ses parents. Elle est certes en moyenne plus éduquée, mais elle doit s'insérer sur le marché du travail dans un contexte économique dégradé. Au lendemain de la guerre, les premiers-nés du baby-boom, majoritairement issus de familles paysannes ou ouvrières, ont bénéficié de la diffusion rapide du salariat moyen et supérieur qui accompagne les Trente Glorieuses pour s'élever massivement au-dessus de la condition de leurs parents. Les générations nées vingt ans plus tard font face au chômage de masse et à une catégorie d'emplois moins valorisants. Stages «gratuits», petits boulots précaires, chômage deviennent autant de points de passage obligés avant de pouvoir décrocher, à presque 30 ans en moyenne, un premier contrat à durée indéterminée. Par rapport aux générations précédentes, ce sont autant d'années perdues qui ne seront jamais rattrapées, tant l'état de l'économie lors des premières années d'activité est déterminant pour l'ensemble de la carrière. Pis, avec la crise, ce retard pourrait même encore se creuser, les accidents de carrière risquant de se multiplier.

N. O. - *Vous faites remonter dans votre essai l'accélération du déclassement au lendemain des Trente Glorieuses. Pourquoi les générations post-baby-boom sont-elles selon vous des «générations sacrifiées» ?*

C Peugny. - Les perspectives de mobilité sociale sont maximales pour ceux qui sont nés au milieu des années 1940, puis elles se détériorent progressivement jusqu'à atteindre un seuil plancher pour les générations nées au tournant des années 1960. Cette détérioration est généralisée. Elle concerne les fils et les filles de toutes les origines sociales : pour les enfants d'ouvriers, les trajectoires vers les emplois d'encadrement sont plus rares; et pour les enfants de cadres, les trajectoires descendantes sont de plus en plus nombreuses. Dans la France des années 2000, un fils de cadres sur quatre (et une fille sur trois !) occupe à 40 ans un emploi d'ouvrier ou d'employé. Si une génération peut prétendre au titre peu enviable de génération sacrifiée, c'est bien celle du début des années 1960. Lorsque les premiers-nés du baby-boom quittent la vie active, elle est quadragénaire et déjà trop âgée : dans les entreprises, on lui préfère celle des jeunes diplômés fraîchement sortis des études. Du moins jusqu'à une période récente, car avec la crise les jeunes diplômés sont à leur tour frappés de plein fouet.

N. O. - *Avec les déclassés, alors qu'on a assisté à une diffusion toujours plus large des diplômes, la méritocratie est-elle remise en question ? Est-il responsable de continuer à encourager un tel fossé entre la formation et l'emploi ?*

C. Peugny. - Plus d'éducation, moins de mobilité sociale : ces deux évolutions sont totalement contradictoires, a fortiori dans un pays comme le nôtre où le «mérite républicain» a longtemps cimenté la cohésion sociale. La France de 2009 n'est pas plus méritocratique que la France des années 1950 ou 1960. Certes, le lien entre l'origine sociale et le diplôme obtenu s'est distendu au cours du temps, ce qui va dans le sens d'une plus grande méritocratie. Mais parallèlement le lien

entre le diplôme et la position sociale atteinte s'étiolent pour les générations les plus récentes. L'accès à l'école est moins inégalitaire, mais le diplôme perd de son caractère déterminant. Que faire de ce constat ? Le décalage entre la formation et l'emploi est un prétexte agité par certains pour remettre en cause les politiques de massification. Puisqu'il n'y a pas de place pour tous, il faudrait éviter de donner de faux espoirs. Ce raisonnement est en réalité dangereux. Certes, donner des objectifs chiffrés (80% au bac, puis désormais 50% d'une classe d'âge au niveau licence) n'a guère de sens. Mais si des politiques visant à rendre plus difficile l'accès à l'enseignement supérieur étaient décidées, les victimes en sont connues à l'avance : les enfants des classes populaires. Améliorons plutôt le fonctionnement de l'enseignement supérieur, par exemple en repensant la coexistence des deux filières que sont les grandes écoles d'un côté et l'université de l'autre (une exception française !). Alors même que les grandes écoles recrutent les meilleurs étudiants quasiment exclusivement issus des milieux favorisés (moins de 1% des enfants d'ouvriers accèdent à une grande école, contre 21% de ceux dont le père exerce une profession libérale !), un étudiant de ces grandes écoles coûte à l'Etat deux fois plus qu'un étudiant à l'université. Il est crucial de réduire ce fossé, en développant les diplômes communs notamment. Sinon les efforts nécessaires se traduiront par un système plus que jamais à deux vitesses, les grandes écoles reproduisant une élite qui trouverait naturellement sa place au sommet de la pyramide des emplois, et l'université s'efforçant seule de s'adapter à la réalité du marché du travail.

N.O. - *Quelles sont les conséquences politiques de la frustration sociale des déclassés ?*

C. Peugny. - Les déclassés sont ouvriers ou employés et vivent avec un sentiment aigu de précarité. Ils sont donc attachés au rôle protecteur de l'Etat et hostiles au libéralisme économique. Mais, dans le même temps, ils travaillent et tiennent à l'encontre des chômeurs ou des bénéficiaires de l'aide sociale un discours d'une rare violence : oui à un Etat protecteur, mais pour ceux qui travaillent. La montée du déclassé n'est donc pas étrangère à une certaine «droitisation» de la société française.

N. O. - *Voyez-vous avec l'accentuation de la crise la montée d'un mouvement de rébellion des déclassés ou sont-ils condamnés à la résignation ?*

C. Peugny. - Personne n'est jamais préparé à l'échec, a fortiori lorsqu'on a joué le jeu : les déclassés ont fait des études supérieures, d'une durée non négligeable, et sont pourtant incapables de maintenir la position sociale de leurs parents, bien qu'ils soient très souvent plus diplômés qu'eux. Face à cette intense frustration, certains déclassés se rebellent, tiennent un discours très revendicatif et réclament un changement des règles du jeu. D'autres, au contraire, choisissent le retrait plutôt que la rébellion. Nos sociétés occidentales individualisent le succès : quand on veut, on peut; donc nous sommes nécessairement les seuls responsables de nos succès. Revers de la médaille, l'échec est également individualisé, et il devient très difficile pour les individus d'inscrire leur histoire personnelle dans un récit collectif qui les soulagerait d'un lourd sentiment d'échec. Sans doute tient-on là une des explications à l'absence de véritable mobilisation collective. Mais la crise actuelle, dramatique, peut faire basculer bon nombre de déclassés de la résignation vers la rébellion. La présence de nombreux salariés peu habitués des cortèges dans les manifestations du 29 janvier en est peut-être le premier signe tangible.

N. O. - *Quels nouveaux types de solidarité intergénérationnelle, en dehors de celle de la famille, sont désormais envisageables ?*

C. Peugny. - La solidarité de la famille, sauf quelques exceptions, ne peut qu'être provisoire : lorsque la génération des enfants aura consommé le patrimoine de la génération des parents pour faire face aux difficultés économiques, que restera-t-il à la génération des petits-enfants ? La famille ne pourra pas indéfiniment remplacer l'Etat, et la solution passe par une vraie politique de redistribution des richesses. Comment accepter que le sommet de la distribution des revenus (le centile le plus riche) voie sa richesse exploser, grâce au bouclier fiscal notamment ? Il est urgent d'en terminer avec ces mesures idéologiques et clientélistes et de rétablir une vraie progressivité de l'impôt. Ce qui, au passage, permettra de faire en sorte que le

poids de la redistribution pèse un peu moins lourdement sur les épaules des classes moyennes. C'est notamment un vrai défi pour la gauche : il est là, pour elle, le sillon à creuser. Juste socialement, et probablement efficace électoralement...